

de plus, entre la bourgeoisie et le prolétariat en lutte, l'Église a choisi. En Wallonie, en particulier, l'action ouvrière prendra chaque jour un aspect plus ouvertement anticlérical ; en partie, bien sûr, parce que les travailleurs manquent de perspectives réelles ; mais en partie aussi parce que la provocation épiscopale a porté ses fruits.

La grève générale s'étend en pays flamand

CEPENDANT, ce même 23 décembre, les grèves connaissent une nouvelle extension, notamment en Flandre. Dans les petites cités des Flandres, ce sont d'abord les enseignants laïcs de la C.G.S.P. qui sont à la pointe du combat. On signale des concentrations de grévistes dans le Courtrais. Vendredi matin, trois trains seulement ont quitté la gare de Bruges. Aujourd'hui, quatrième jour de grève, tous les secteurs publics sont complètement immobilisés dans le sud du pays, et fortement perturbés dans le nord. Dans le secteur privé, les métallurgistes, les mineurs, les carriers et une grande partie des employés sont en grève. Dans plusieurs secteurs, on note la participation du Cartel des Syndicats Indépendants. C'est ainsi qu'un front commun s'ébauche, notamment chez les cheminots, les employés communaux, au port d'Anvers, à la régie des télégraphes et téléphones, et chez les postiers.

La situation du gouvernement empire d'heure en heure. Pour assurer l'échéance de fin d'année, le gouvernement se voit obligé d'emprunter à court terme plusieurs milliards de francs belges à l'étranger. On parle notamment d'un milliard emprunté à la banque des règlements internationaux, à Bâle, et d'autres emprunts contractés chez des banquiers privés, en Italie, et aux Etats-Unis, à la banque Morgan. Face à l'offensive ouvrière, la solidarité capitaliste est prompte à s'organiser.

Les directions syndicales wallonnes de la F.G.T.B. (Charleroi, Centre, Borinage, Brabant wallon, Liège, Namur, Verviers et Tournai, qui s'est excusé), réunies aujourd'hui sous la présidence d'André Renard, se constituent en Comité de Coordination des Régionales Wallonnes de la F.G.T.B. Toutes les précautions sont prises. Le moment venu, il sera facile d'utiliser cet organisme pour diviser le mouvement, et l'aiguiller vers l'objectif de l'autonomie wallonne, qui ne peut qu'être qu'une voie de garage.

Comités de grève et appareil

AINSI, à la veille de Noël, la disposition des forces dans la grève générale commence à s'ordonner.

La bourgeoisie, effrayée, fait néanmoins front derrière son gouvernement, qui rassemble ses forces et n'a pas cédé. La classe dominante

a fait donner la plus « haute » conscience de ses intérêts, le cardinal Van Roey, contre la grève.

L'appareil de la C.S.C. a refusé de participer à la grève générale, et s'apprête à se ranger ouvertement derrière ses maîtres bourgeois, contre les travailleurs.

Du côté de la classe ouvrière, le mouvement spontané a levé tous les obstacles internes à l'action : l'appareil du P.S.B. et de la F.G.T.B., contraint et forcé, a dû accepter le fait établi. L'aile droite, dirigée par Major, le secrétaire général de la F.G.T.B., s'est néanmoins refusée à lancer l'ordre de grève générale. Quant à l'aile gauche, dirigée par Renard, après avoir manifesté des hésitations le premier jour, ce qui lui valut momentanément de perdre la direction de l'action même à Liège, elle s'est ralliée au mouvement.

L'appareil réformiste a rejoint le mouvement de justesse, certes, mais à temps cependant pour pouvoir en prendre rapidement le contrôle. Mais l'appareil réformiste (aussi bien l'aile Renard que l'aile Major) maintient les liens qui l'unissent à la bourgeoisie et à son Etat, par le programme bourgeois des « réformes de structure ». En effet, ce programme, comme nous le verrons, ne va pas au-delà du régime capitaliste. La grève générale a polarisé de façon décisive la lutte des classes. D'un côté, les gros bataillons de la classe ouvrière entraînant une fraction notable de la petite bourgeoisie. De l'autre, toute la bourgeoisie, ses partis, la hiérarchie ecclésiastique. La logique du mouvement, c'est l'affrontement des classes au niveau du pouvoir. L'appareil réformiste en est profondément conscient. Et c'est pourquoi le carcan des réformes de structure est mis en place. Si la grève générale est victorieuse, il ne faut pas qu'elle brise l'Etat bourgeois. Son programme ne doit donc pas dépasser le niveau des réformes dans le cadre de la société bourgeoise. Le Parti Communiste, quant à lui, publie un communiqué dans lequel il déclare notamment : « Il faut que les parlementaires qui, jusqu'ici, soutenaient la loi unique, comprennent que le moment est venu de tenir compte de la volonté populaire et de retirer leur appui à la loi de malheur. » Cet appel des dirigeants staliniens au parlement, qui répond aux craintes exprimées par le gouvernement de voir les « institutions démocratiques » mises en danger par l'offensive ouvrière, est très symptomatique de l'orientation du P.C., orientation dont il ne se départira à aucun moment de la grève : canaliser la lutte révolutionnaire des centaines de milliers de travailleurs en grève dans le cadre de l'ordre capitaliste et sur le principe de la défense du parlementarisme bourgeois.

Mais le 24 décembre, les dés ne sont pas encore jetés. Dans leur spontanéité, débordant les appareils, les ouvriers ont, dans de nombreux endroits, élu directement des comités de grève. Les piquets de grève et les comités de grève expriment la tendance profonde de la grève générale à se forger sa propre direction. Ainsi deux cinquièmes de la région de Charleroi étaient contrôlés, selon un de nos informateurs, par des comités de grève directement élus.

Il est vrai que, la plupart du temps, ces comités de grève coïncident avec les directions syndicales. C'est ce qui a amené, entre autres, les journaliers de *La Gauche*, à en conclure, plus ou moins nettement, que le